

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS N° DIRN-SPT-GFM-SR-SH du 25/06/2025

L'Acheteur

État - Ministère des transports
Direction Interdépartementale des Routes Nord

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord par arrêté de délégation du préfet coordonnateur des itinéraires routiers, préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord, en date du 28 mars 2024

Objet du marché

Renouvellement de la Signalisation Horizontale du réseau de la Direction Interdépartementale des Routes Nord (DIRN)

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 05/03/2026 à 12h00 (heure locale de l'adresse du RPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Table of Contents

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1-1. Objet du marché et normes.....	5
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Demande et passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-7. Dispositions générales.....	9
1-7.1.1 Intervenants étrangers.....	10
1-7.1.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	11
1-7.4.1. Clauses sociales.....	12
1-7.4.2. Clauses environnementales.....	12
1-8. Ordres de service.....	13
1-9. Clause de non exclusivité.....	13
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	13
2-1 Pièces particulières.....	13
2-2 Pièces générales.....	14
2-3 Engagements unilatéraux du titulaire.....	14
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES	14
3-1. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	14
3-2. Variation dans les prix.....	16
3-3. Paiement direct des sous-traitants.....	17
ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	18

4-1. Délai d'exécution.....	18
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	18
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	18
4-3.2.1 Pénalité pour retard ou absence d'intervention sous balisage DIR Nord.....	19
4-3.2.2 Pénalités pour non-respect des horaires d'intervention sous balisage par le titulaire.....	19
4-3.2.3 Pénalités pour non-conformité de la signalisation temporaire.....	19
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	21
5-1. Avances.....	21
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	22
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	22
6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	22
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	23
7-1. Conditions d'exécution.....	23
7-2. Conditions d'intervention.....	24
ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX. .24	
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	24
8-2. Études d'exécution des ouvrages.....	24
8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	24
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	24
8-4.3.1 Principes généraux.....	25
8-4.3.2 Autorité du CSPS.....	25
8-4.3.3 <i>Moyens donnés au CSPS</i>	25
8-4.3.4 Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants.....	26
ARTICLE 9. GARANTIES.....	26
9-1. Garantie des prestations.....	26
ARTICLE 10. RÉSILIATION.....	26
ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES.....	27
ARTICLE 12. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE.....	27

12-1. Le principe.....	27
La règle générale.....	29
Les cas particuliers.....	29
Modalité n°1 : Embauche directe.....	30
Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel.....	30
Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA.....	30
12-2. L'accompagnement de l'insertion.....	30
12-3 Modalités de contrôle.....	31
12-4 L'insertion à l'issue du marché.....	33
ARTICLE 13. DEROGATIONS.....	33

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Il est régi par le CCAG travaux (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux).

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché et normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

les travaux de renouvellement des marquages routiers, ainsi que les travaux de balisage liés à cette activité sur le réseau de la DIR Nord.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble du réseau routier national géré par la DIR Nord. Il s'étend sur les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de la Marne, des Ardennes, de l'Oise et de la Somme.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L. 2125-1 1° et R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du CCP.

Les adresses et coordonnées définitives de prestation figureront sur les bons de commande.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le CCTP.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service du Service des Politiques et Techniques (SPT) ou son représentant ou les chefs de l'AGRE et de l'AGRO, du SIRE et du SIRO ou leurs représentants pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;

b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel ;

c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 3.3 du CCAG) ;

d) Signature des bons de commande selon seuils de délégation.

2. La direction ou chef du Service des Politiques et Techniques (SPT) ou son représentant dûment habilité :

a) Signature des décisions d'application ou de non application de pénalités.

3. Les chefs de l'AGRE et de l'AGRO, du SIRE et du SIRO ou leurs représentants et le chef de la cellule Sécurité routière pour assumer les fonctions suivantes :

a) signature et notification des ordres de service dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG selon les seuils de délégations de signature ;

b) Signature des bons de commande selon seuils de délégation ;

c) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture ;

d) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

e) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire.

1-2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1-2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Il n'est pas fixé de période de préparation.

Le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande sans pouvoir toutefois dépasser le "délai plafond" de 10 jours. (Conformément au CCAG, le délai d'exécution fixé en jours s'entend en jours calendaires).

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 10 jours.

1-4. Demande et passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commande signés par le représentant de l'acheteur ou son représentant habilité, définis à l'article 1.2.1 du présent CCAP.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi au vendredi, par mail avec accusé de réception entre 8h00 et 17h00. **Le titulaire devra accuser réception dans un délai maximum de 72 heures** par renvoi en mail du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique du pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- la désignation des prestations et la catégorie des produits ;
- la quantité commandée par catégorie ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant par catégorie de produits ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution/de livraison ;
- le délai d'exécution ;
- les conditions d'exécution des prestations s'il y a lieu (horaires de jour ou de nuit) ;
- les mesures d'exploitation s'il y a lieu (balisage régie ou entreprise) ;
- la référence du marché ;
- le numéro de SIRET de l'État : 11000201100044 ;
- le code du service exécutant de la dépense : *CGFB200059* ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ).

Le Représentant de l'Acheteur ou son représentant habilité confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie en 5 lots géographiques séparés et feront l'objet de 5 accords-cadres :

Désignation des lots	
Lot 1	Travaux de renouvellement des marquages routiers pour le District du Littoral
Lot 2	Travaux de renouvellement des marquages routiers pour le District de Lille
Lot 3	Travaux de renouvellement des marquages routiers pour le District d'Amiens-Valenciennes
Lot 4	Travaux de renouvellement des marquages routiers pour le District de Laon

Désignation des lots	
Lot 5	Travaux de renouvellement des marquages routiers pour le District de Reims-Ardenne

période	Lot	Minimum HT	Minimum TTC	Maximum HT	Maximum TTC
Période ferme	1	0,00 €	0,00 €	1 360 000,00 €	1 632 000,00 €
Reconduction 1	1	0,00 €	0,00 €	1 360 000,00 €	1 632 000,00 €
Reconduction 2	1	0,00 €	0,00 €	1 360 000,00 €	1 632 000,00 €
Reconduction 3	1	0,00 €	0,00 €	1 360 000,00 €	1 632 000,00 €
Période ferme	2	0,00 €	0,00 €	1 120 000,00 €	1 344 000,00 €
Reconduction 1	2	0,00 €	0,00 €	1 120 000,00 €	1 344 000,00 €
Reconduction 2	2	0,00 €	0,00 €	1 120 000,00 €	1 344 000,00 €
Reconduction 3	2	0,00 €	0,00 €	1 120 000,00 €	1 344 000,00 €
Période ferme	3	0,00 €	0,00 €	1 760 000,00 €	2 112 000,00 €
Reconduction 1	3	0,00 €	0,00 €	1 760 000,00 €	2 112 000,00 €
Reconduction 2	3	0,00 €	0,00 €	1 760 000,00 €	2 112 000,00 €
Reconduction 3	3	0,00 €	0,00 €	1 760 000,00 €	2 112 000,00 €
Période ferme	4	<u>0,00 €</u>	0,00 €	1 400 000,00 €	1 680 000,00 €
Reconduction 1	4	<u>0,00 €</u>	0,00 €	1 400 000,00 €	1 680 000,00 €
Reconduction 2	4	<u>0,00 €</u>	0,00 €	1 400 000,00 €	1 680 000,00 €
Reconduction 3	4	<u>0,00 €</u>	0,00 €	1 400 000,00 €	1 680 000,00 €
Période ferme	5	0,00 €	0,00 €	1 670 000,00 €	2 004 000,00 €
Reconduction 1	5	0,00 €	0,00 €	1 670 000,00 €	2 004 000,00 €
Reconduction 2	5	0,00 €	0,00 €	1 670 000,00 €	2 004 000,00 €
Reconduction 3	5	0,00 €	0,00 €	1 670 000,00 €	2 004 000,00 €

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligations de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.2 du présent CCAP.

1-6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.2 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Mesures d'ordre social

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50 du CCAG.

En application de l'article D. 8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En application du décret n° 2017-825 du 5 mai 2017, cette liste est complétée, le cas échéant du numéro de la carte "dite carte BTP."

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail.

1-7.1.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D. 8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les

documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. En application du décret n° 2017-825 du 5 mai 2017, cette liste est complétée, le cas échéant du numéro de la carte "dite carte BTP".

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-71.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L. 1262-1 et R. 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en

conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

1-7.2. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 81.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R. 2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.2. ci-dessus.

1-7.4. Clauses sociales et environnementales

1-7.4.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social. Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 12 ci-après et qui fait l'objet de l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

1-7.4.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent les prescriptions environnementales.

Les soumissionnaires présentent, à la demande de l'acheteur, leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) établi conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement. En l'absence de présentation de celui-ci dans le délai fixé par l'acheteur, l'acheteur se réserve le droit d'exclure le(s) soumissionnaire(s) concerné(s) de la procédure.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché. Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial, en cas de non-respect de cette obligation, des pénalités prévues au Cahier des Clauses Administratives Particulières sont encourues.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

Le titulaire rendra compte également, à la demande de l'administration, des actions réalisées afin de réduire son empreinte écologique dans le cadre des prestations du présent marché.

A chaque fin d'exécution d'un bon de commande :

Le titulaire communique un bilan détaillé relatif à la collecte et à la gestion des déchets issus des prestations objet du présent marché.

Ce bilan doit préciser :

- les typologies de déchets concernées : DEEE, biodéchets, déchets non-dangereux tels que le carton, les emballages, le papier, etc. ;
- les tonnages collectés par typologie de déchets ;
- les modalités de traitement appliqués à chaque typologie de déchets : réutilisation, valorisation matière, valorisation, énergie, incinération, etc. ;
- les systèmes de collecte des déchets appliqués durant l'exécution du marché : système individuel ou recours à un prestataire ;
- les adresses des sites de traitement des déchets dans le cadre de l'exécution du marché.

La non transmission de ce rapport entraîne des pénalités prévues à l'article 4-3.9 du CCAP.

Les engins et équipements doivent être conformes aux normes européennes en matière d'émissions sonores. Le titulaire devra fournir les justificatifs des véhicules.

L'acheteur public se réserve le droit de réaliser des contrôles inopinés pour vérifier le respect de ces clauses.

Toute infraction aux présentes clauses pourra entraîner l'application de pénalités prévues à l'article 4.3.9 du présent CCAP.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

1-9. Clause de non exclusivité

L'acheteur se réserve le droit pendant toute la durée du marché de pouvoir recourir à un autre opérateur économique que le titulaire du marché, dans la limite de 100 000 € HT par lot et par an, pour toutes les prestations dont les délais ne pourraient pas être tenus par le titulaire et pour lesquelles il aura pris le soin d'en informer l'acheteur ou son représentant dès réception du bon de commande ou pour lesquelles le constat de carence aura été fait par l'acheteur ou son représentant.

Dans le cas de recours à cette clause, l'acheteur mettra en œuvre au préalable, les mesures de publicité et mises en concurrence applicables dans le respect des règles relatives à l'estimation de la valeur des besoins.

Cette clause ne dégage pas le titulaire de l'application des pénalités décrites à l'article 4 du CCAP.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2-1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement du lot concerné et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties au moment de l'attribution**) ;
- Le bordereau des prix du lot concerné ;

- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le CCTP dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

2-2 Pièces générales

Le CCAG travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106868A) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

2-3 Engagements unilatéraux du titulaire

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents explicatifs dont les informations constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, il ne lui confère pas de droits de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux concernent le mémoire technique demandé au règlement de consultation (RC), à savoir, l'ensemble des documents du « mémoire justificatif et explicatif » listés à l'article 3-1.2 du RC, dont, entre autres, les certificats de conformité, le SOSED, le SOPAQ et le SOPRE.

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-1.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix :

Pour les prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, les dispositions de l'article 13 du CCAG s'appliquent compte-tenu des compléments suivants :

Pour permettre au maître d'œuvre d'établir le prix nouveau provisoire, le titulaire lui remet une proposition accompagnée d'un sous-détail de prix pour un prix unitaire ou d'une décomposition de prix pour un prix forfaitaire. Que la prestation soit réalisée par le titulaire ou par un sous-traitant, il devra fournir toute justification utile que lui demandera le maître d'œuvre (sous-détail de prix unitaires du marché, décomposition de prix forfaitaires du marché, devis de fournisseur, tarifs, fiches techniques, etc.) des éléments de base du prix qu'il propose. Le maître d'œuvre pourra corriger ces éléments, c'est le prix nouveau corrigé qui sera notifié.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- les déboursés ou frais directs ;
- les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;
- la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le titulaire et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

3-1.2. Modalités du règlement des comptes du marché

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

En complément des articles 11 et 12 du CCAG, les factures seront transmises à l'issue de la réalisation de chaque bon de commande.

Les règlements du marché se feront au fur et à mesure de la transmission des factures par le titulaire.

3-1.3. Modalités de transmission et de paiement

La transmission des factures s'effectue conformément à la réglementation.

Dans un but de mise en œuvre des objectifs de traitement dématérialisé des factures au ministère, l'utilisation du portail de facturation Chorus Pro est demandée dans le cadre de l'exécution de ce marché, selon les obligations réglementaires en vigueur.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Des informations complémentaires relatives à la facturation seront communiquées ultérieurement au titulaire du marché.

Le point de départ du délai de paiement court à compter du dépôt de la facture sur Chorus Pro (le dépôt et la réception sur Chorus Pro ont lieu simultanément).

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

3-1-4 Délais de transmission des pièces de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-34 et R. 2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 19.3 du CCAG aux primes.

3-2.1. Révision des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-2.2 à 3-2.4 du présent CCAP.

3-2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du règlement de la consultation. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-2.3. Choix de l'index de référence

Pour les 5 lots, Les index de référence / choisis en raison de leur structure pour la révision des prestations sont :

Index	Désignation
TP08 (identifiant 001710996)	Travaux d'aménagement et entretien de voirie
TSH (identifiant 001738995)	Travaux de signalisation horizontale

Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
TP08	Séries de prix 1 et 10, et prix 11
TSH	Séries de prix 2, 3, 4, 5, 6 et prix 7, 8 et 9

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-2.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule : $C_n = I_{n-5} / I_{0-5}$

avec :

I_{0-5} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 5 mois.

I_{n-5} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 5 mois

En application des articles R. 2191-27 à R. 2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

En complément de l'article 11-4 du CCAG, l'arrondi est appliqué au résultat final.

Clause de sauvegarde :

Les prix résultant du nouveau tarif du titulaire ne peuvent pas dépasser de plus de 2,5% les prix initiaux du marché.

Si un ou des prix résultant du nouveau tarif du titulaire dépassent de plus de 2,5% les prix initiaux du marché, l'acheteur se réserve, par dérogation à l'article 50 du CCAG et après mise en demeure restée sans effet dans un délai d'un mois, le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de son nouveau tarif.

3-2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés

hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-3. Paiement direct des sous-traitants

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 10 du CCAG Marchés de travaux, la maîtrise d'œuvre reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-1.4 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :
 - Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage des DC4 modificatifs signés du titulaire et de son sous-traitant ;
 - Faute de fournir ces documents (DC4 modificatifs), le titulaire ne pourra pas

être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et sur chaque bon de commande.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, en cas de retard dans le délai d'exécution de la commande, les pénalités suivantes seront appliquées (jours ouvrables) :

- pour toute commande dont le montant est supérieur à 10 000 € HT, il est appliqué une pénalité journalière de 1 / 100ème du montant HT du bon de commande ;
- pour toute commande dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € HT, il est appliqué une pénalité de 100 € par jour de retard.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les lots.

4-3.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de défaut de nettoyage des voiries de chantier et des itinéraires empruntés par les engins d'approvisionnement du chantier éventuellement salis par ces derniers, il sera appliqué une pénalité de **100,00 € HT** pour chaque journée faisant l'objet d'un défaut de nettoyage, sur simple constat de l'acheteur

Cette pénalité s'appliquera également pour défaut d'enlèvement de matériaux ou d'éléments métalliques laissés sur le chantier.

4-3.2. Pénalités liées au balisage

4-3.2.1 Pénalité pour retard ou absence d'intervention sous balisage DIR Nord

Le titulaire subit, en cas d'absence du titulaire sur une intervention programmée sous balisage effectué en régie par la DIR Nord, une pénalité forfaitaire de **500,00 € HT** du bon de commande concerné. Il est bien stipulé ici que le report ou l'annulation d'une intervention sur demande motivée du titulaire devra s'effectuer dans un délai de prévenance d'au moins 48 heures avant l'heure de début d'intervention.

4-3.2.2 Pénalités pour non-respect des horaires d'intervention sous balisage par le titulaire

En cas de retard en fin d'intervention de jour ou de nuit, ne permettant pas la dépose de la signalisation de chantier à l'heure imposée par le gestionnaire, le titulaire subit une pénalité de **500,00 € HT** par demi-heure de retard entamée, à partir de la première minute de retard par rapport à l'heure fixée pour la fin des prestations.

4-3.2.3 Pénalités pour non-conformité de la signalisation temporaire

En cas de non-conformité de la signalisation temporaire (sur le chantier et sur ou au droit des voies ouvertes à la circulation publique) par rapport aux plans soumis au visa de l'acheteur ou par rapport à ses prescriptions, d'utilisation de signaux en mauvais état ou portant des mentions non conformes à la réglementation, il sera appliqué automatiquement, sur simple constatation de l'acheteur, une pénalité de **300,00 € HT** par non conformité constatée et par jour calendaire jusqu'à mise en conformité de la signalisation.

4-3-3 Contrôles de dosages non conformes

Le titulaire encourt des pénalités pour non conformité du contrôle. Elles s'élèveront à **500,00 € HT** par contrôle non conforme. Le tableau ci-dessous récapitule ces pénalités :

Contrôles	Pénalités
Contrôles journaliers : si les dosages moyens journaliers relevés en produits secs et en produits de saupoudrage sont inférieurs de plus de 10 % et de moins de 20 % aux dosages prévus	500 €
Produits secs : si le dosage relevé est inférieur de plus de 15 % et de moins de 25 % au dosage prévu	500 €
Produits de saupoudrage : si le dosage relevé est inférieur de plus de 15 % et de moins de 25 % au dosage prévu	500 €
Largeurs de bandes : Si la largeur moyenne donnée pour 10 mesures est inférieure à la largeur prescrite de plus de 5% et de moins de 10%,	500 €
Longueurs de "plein" : si la moyenne arithmétique des valeurs absolues des écarts de longueur de "plein " par rapport à la longueur théorique est supérieure à 5% considérée comme la limite de tolérance et inférieure à 10% de la longueur théorique.	500 €
Longueurs de "plein + vide" : si la longueur arithmétique des valeurs absolues des écarts de longueur de module complet "plein+vide" par rapport à la longueur théorique est supérieure à 5% considérée comme la limite de tolérance et inférieure à 10% de la longueur théorique	500 €

Toutes les sujétions nécessaires à la levée de ces défauts de conformités seront à la charge du titulaire.

4-3-4 Non respect des règles de sécurité

En cas de non respect des règles de sécurité, le titulaire encourt différentes pénalités :

- Pour non respect de la signalisation et des équipements des véhicules, le titulaire encourt une pénalité de 200 € pour la signalisation et de **200,00 € HT** par véhicule.
- Pour le non respect du port des EPI, en particulier des vêtements destinés à assurer la sécurité des travailleurs, le titulaire encourt une pénalité de **200,00 € HT** par travailleur.

4-3.5 Pénalités pour absence à un rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à **100,00 € HT**.

4-3.6 Pénalités pour non-respect des obligations d'insertion par l'activité économique

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion et ne respecterait pas les prescriptions fixées à l'article 12 du présent CCAP, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées :

- Dans le cadre du contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquels le titulaire est soumis, défaut d'information de la part du titulaire : **50,00 €** forfaitaire ;
- Absence au rendez-vous fixé par l'acheteur autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné : **50,00 €** forfaitaire ;
- Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause : **50,00 €** forfaitaire ;
- En cas de non-respect des attentes horaires définies dans l'acte d'engagement, pénalité de **60,00€ HT** par heure non réalisée.

4-3.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **250,00 € HT**.

4-3.8 Pénalités pour non transmission de la copie de la facture

Le titulaire subit une pénalité de **500,00 € HT**, en cas de non transmission de la copie de la facture en parallèle à son dépôt sur Chorus PRO.

4-3.9 Pénalités pour non respect des clauses environnementales

Le titulaire devra remettre un BEGES mis à jour au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial, dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité de 5000 € est appliquée par jour de retard.

Le titulaire n'encourt cette pénalité qu'une seule fois durant l'exécution du marché quel que soit le nombre de renouvellements.

A chaque fin d'exécution d'un bon de commande, le titulaire communique un bilan détaillé relatif à la collecte et à la gestion des déchets issus des prestations objet du présent marché.

Dans le cas de défaut de transmission de ces documents, une pénalité de 2000€ est appliquée par jour de retard, il en sera de même pour tout jour de retard de tout justificatif tel que précisé au 1.7.4.2 du présent CCAP.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois.

Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	X*
Lot 1	40,00 %
Lot 2	40,00 %
Lot 3	40,00 %
Lot 4	40,00 %
Lot 5	40,00 %

**X : pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot*

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire, quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % des montants toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées en propre au titre du bon de commande. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance commence à la première demande

de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les co-traitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque co-traitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

L'acheteur se réserve le droit de pouvoir refuser certains équipements s'il juge les équivalences non conformes, non respectées ou inadéquates.

6-1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont

le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des pièces concernées. La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-2.1. Compléments et dérogations

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-2.2. Vérifications

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Installation des chantiers du titulaire

En cas d'intervention incluant un balisage DIR Nord, le titulaire doit intégrer le plan de charge du CEI et s'adapter aux contraintes d'un chantier sous circulation.

L'intervention du titulaire doit être programmée au plus tard le *mercredi soir* pour la semaine suivante.

7-1.2. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

Les dispositions sont précisées dans le CCTP.

7-1.3. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Concernant la signalisation des chantiers, l'exhaustivité des consignes et recommandations sont répertoriées dans la NESC (en annexe contractuelle du présent CCAP). Dans tous les cas, le maître d'œuvre définit les règles et les modalités d'exploitation temporaire sur le réseau de la DIR Nord.

La signalisation des chantiers peut être à la charge du titulaire. Ces travaux de balisage sont destinés à assurer la protection des chantiers.

Ils seront conformes à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie et au « manuel du Chef de Chantier » relatif à la signalisation temporaire des routes bidirectionnelles et routes à chaussées séparées (dernière version en vigueur).

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine, mais, également à toute directive, recommandation ou adaptation émanant du RPA relative à l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, deux cas de figure pour la gestion de la signalisation sont possibles. Le maître d'ouvrage est seul décisionnaire du cas de figure à appliquer et le précisera sur le bon de commande :

- La signalisation au droit des travaux est réalisée par le titulaire du présent marché
- Par dérogation à l'article 31.6 du CCAG, la signalisation au droit des travaux est prise en charge par le maître d'ouvrage qui assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Les modalités d'exploitation sous chantier seront édictées dans les conditions définies à la survenance du besoin par le maître d'œuvre et conformément à la NESC présentant les prescriptions non dérogeables du maître d'ouvrage.

7-1.4. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations.

7-2. Conditions d'intervention

Les conditions d'intervention sont définies dans le CCTP.

ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG, les conditions particulières relatives à la période de préparation et au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Le titulaire doit établir et présenter au visa du maître d'œuvre le SOSED, dans le délai de 2 jours à compter de la notification du bon de commande.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L. 4532-8 du Code du Travail, les Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

8-2. Études d'exécution des ouvrages

Les conditions d'établissement des études d'exécution des ouvrages seront, s'il y a lieu, précisée à l'occasion de chaque commande.

8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

8-4.3.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS).

8-4.3.2 Autorité du CSPS

Le CSPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le CSPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du CSPS, sont également consignées dans le registre journal.

8-4.3.3 Moyens donnés au CSPS

- Libre accès

Le CSPS a libre accès au chantier.

- Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le CSPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au CSPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) .
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivants l'acte qui emporte le commencement d'exécution du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par CSPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le CSPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le CSPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis ; observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le CSPS ;
- A la demande du CSPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

8-4.3.4 Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^e partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les prescriptions relatives à la signalisation des chantiers sont décrites dans le CCTP.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs - Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

ARTICLE 9. GARANTIES

9-1. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

9-2. Garantie de suivi de la documentation

Le titulaire garantit qu'il est en mesure d'assurer l'entretien, l'assistance et le suivi de la documentation relative aux matériels et accessoires fournis au titre du présent marché, pendant une durée de 1 an à compter de leur date d'admission.

9-3. Garantie des vices cachés

En complément de l'article 39 du CCAG, les prestations relatives à l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

ARTICLE 10. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1 du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 50 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L. 2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.3.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L. 8222-6 du code du travail, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L. 8221-3 à L. 8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSES TECHNIQUES

Elles sont décrites dans le CCTP.

ARTICLE 12. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE

12-1. Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

12-1.1. Les publics éligibles

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes :

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, AI, etc.).
- Les publics reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

12-1.2. Volume d'heures de travail réservées

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Sur chacun des lots concernés du marché, le titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent Marché (y compris la période de reconduction) à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de trente-cinq (35) heures par tranche de cent-cinquante mille (150 000) euros H.T de commandes facturées, pour un ensemble de commandes au moins égale à 300 000€ HT.

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Si le nombre de prestation réalisée sur la période du marché est inférieure à 300 000€, aucune heure d'insertion ne sera exigée à l'entreprise adjudicataire. A partir 300 000€ de commande, l'entreprise devra consacrer 70 heures de travail à une personne éloignée de l'emploi et 35 heures supplémentaires par tranche de 150 000€.

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 300 000€ HT. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, les commandes effectuées les six derniers mois du marché ne seront pas prises en compte dans le calcul du volume d'heure d'insertion. Ainsi, en cas de reconduction du marché, si celui-ci se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2029, seules les commandes effectuées entre le 01/01/2026 et le 30/06/2029 seront prise en considération dans le calcul de la clause sociale.

Dans le cas où une même entreprise serait titulaire de plusieurs lots, le calcul de la volumétrie de la clause sociale sera réalisé sur la totalité du volume des commandes.

12-1.3. Comptabilisation des heures

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures travaillées rémunérées,
- les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire) ou en période de professionnalisation,
- les congés payés, pris à l'occasion de ce marché,
- les jours fériés, pris sur ce marché,
- les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise),
- les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché,
- les accidents de travail,
- les congés exceptionnels (paternité, etc.).

En cas d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

12-1.4. Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures

La règle générale

Pour un participant éligible à la clause sociale et répondant aux critères définis ci-dessus, ses heures de travail seront valorisées pour une durée maximum de 24 mois sur la même procédure

d'achat.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

Les cas particuliers

Valorisation d'un même candidat à travers plusieurs contrats de travail

Dans le cadre d'une même procédure d'achat (y compris sur des lots différents), un même candidat peut être valorisé au titre des clauses sociales à travers plusieurs contrats différents issus ou non du même employeur. Toutefois, dans le cas où une période d'interruption entre deux contrats serait supérieure à 6 mois. L'éligibilité de la personne concernée devra impérativement être vérifiée et démontrée. Un même individu ne peut toutefois pas être valorisé plus de 24 mois sur une même procédure (sauf cas particulier défini ci-dessous).

L'embauche en CDI du candidat

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application de la clause sociale d'insertion du marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée de valorisation totale du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application de la clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

12-1.5. Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation), etc.

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire (ETT), etc.

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, etc.).

12-1.6. En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et la DIR Nord afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

12-1.7. Globalisation

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et la DIR Nord. Elle peut être recevable par le facilitateur et la DIR Nord si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

12-2. L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la DIR Nord a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion.

Durant la durée du marché

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires, etc.) ;
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel, etc.) ;
- De suivre l'application de la clause pour la DIR Nord.

Faciliter les relations entre la DIR Nord l'entreprise titulaire, les opérateurs, économiques concernés et les publics en insertion.

12-3 Modalités de contrôle

12-3.1. Dispositions générales

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est soumis.

A cet effet, le facilitateur produira, à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 4-3.6 du présent CCAP.

Le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par la DIR Nord ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

12-3.2. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer la DIR Nord et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, la DIR Nord peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai la DIR Nord et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recours à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

12-3.3. Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, la DIR Nord applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

12-3.4. Règles liées au respect du RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du **donneur d'ordre**, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1^{er}) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 85 rue des Ursulines, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

12-3.5. Respect des engagements et pénalités

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, les pénalités prévues à l'article 4-3.7 du présent CCAP pourront être appliquées.

12-4 L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

ARTICLE 13. DEROGATIONS

CCAP 1-7.2	dérogé à l'article	8.1.2 du CCAG
CCAP 2	dérogé à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.	dérogé à l'article	19.3 du CCAG
CCAP 3-2.2	dérogé à l'article	9.4.2 du CCAG
CCAP 3-2.4	dérogé à l'article	50 du CCAG
CCAP 4	dérogé à l'article	19.2 du CCAG
CCAP 4-2.	dérogé à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 7-1.3	dérogé à l'article	31.6 du CCAG
CCAP 8-1.	dérogé à l'article	28.1 et 28.2 du CCAG
CCAP 10	dérogé à l'article	52 du CCAG